

Dynamiques associatives de la diaspora libanaise : fragmentations internes et transnationalisme sur le Web

Houda Asal

Avril 2012

Cette étude analyse la présence des organisations libanaises sur le web, afin de retracer les liens transnationaux entre les associations de différents pays, à partir des cas français et canadien. La nature et la densité de ces connexions avec des sites de la diaspora mondiale et ceux du pays d'origine s'expliquent notamment par l'importance des facteurs linguistique, religieux et politique. La dimension identitaire et unitaire des connexions selon le contenu des sites analysés permet d'interroger le possible dépassement du référent national au profit de solidarités plus larges, au-delà des cliques traditionnels.



e-Diasporas Atlas

Dynamiques associatives de la diaspora libanaise : fragmentations internes et transnationalisme sur le Web

Houda Asal

avril 2012

L'auteur

Houda Asal holds a doctorate in History at the Centre de Recherche Historique (CRH) of the Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) in Paris. Her dissertation was titled: "Identifying as Arab in Canada. A century of associative life, between identity discourse and political mobilization (1882–1975)". She is currently working with the e-Diaspora project.

Reference to this document

Houda Asal, *Dynamiques associatives de la diaspora libanaise : fragmentations internes et transnationalisme sur le Web*, e-Diasporas Atlas, Avril 2012.

Plateforme e-Diasporas

<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=section§ion=29>

English version

Houda Asal, *Community sector dynamics and the Lebanese diaspora: internal fragmentation and transnationalism on the web*, e-Diasporas Atlas, Avril 2012.

© Fondation Maison des Sciences de l'Homme - Programme de recherche TIC-Migrations - projet e-Diasporas Atlas - 2012

Fondation Maison des sciences de l'homme
190-196 avenue de France
75013 Paris - France

<http://www.msh-paris.fr>
<http://e-diasporas.fr>

Les Working Papers «TIC-Migrations - e-Diasporas Atlas» ont pour objectif la diffusion ouverte des travaux menés dans le cadre du projet de recherche ANR e-Diasporas Atlas.

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions institutionnelles de la Fondation MSH.

«TIC-Migrations - e-Diasporas Atlas» Working Papers are produced in the course of the scientific activities conducted in the ANR research project e-Diasporas Atlas.

The views expressed in this paper are the author's own and do not necessarily reflect institutional positions from the Foundation MSH.

Résumé

Cette étude analyse la présence des organisations libanaises sur le web, afin de retracer les liens transnationaux entre les associations de différents pays, à partir des cas français et canadien. La nature et la densité de ces connexions avec des sites de la diaspora mondiale et ceux du pays d'origine s'expliquent notamment par l'importance des facteurs linguistique, religieux et politique. La dimension identitaire et unitaire des connexions selon le contenu des sites analysés permet d'interroger le possible dépassement du référent national au profit de solidarités plus larges, au-delà des clivages traditionnels. La cartographie obtenue propose des pistes de réponse à ces questions. S'il existe une réelle tentative de transcender les clivages dans le cyberspace de la diaspora, la fragmentation des dynamiques collectives demeure importante. Elle est même accentuée sur le web où l'absence d'un site central qui fasse autorité accentue l'impression de fragmentation. De plus, les alliances les plus importantes concernent quelques sites individuels (des portails), ou des sites institutionnels qui peinent à jouer un rôle unificateur. Ainsi, la défaillance du gouvernement libanais ne permet pas aux institutions de jouer un rôle fédérateur pour les Libanais de l'étranger. Au final, les initiatives à vocation économique sont plus actives que les initiatives politiques. Les connexions des sites qui se disent apolitiques montrent qu'ils semblent maintenir des alliances sélectives, reflet des lignes de clivages habituelles (entre chrétiens et musulmans, selon l'orientation politique, etc.). La transnationalité s'en trouve limitée, et les organisations libanaises canadiennes et françaises, partageant pourtant des langues communes, ne sont reliées entre elles que par des sites portails qui ne sont pas issus des dynamiques communautaires du terrain.

Mots-clefs

diaspora, web, Internet, Liban, transnationalisme

Abstract

The author analyzes the presence of Lebanese organizations on the Web and shows the transnational links between associations from different countries, starting from a case study including France and Canada. The nature and density of these connections are partly attributable to the importance of linguistic, religious and/or political factors.. The graphs indicate that, while there is a real attempt to transcend the divisions in the diaspora cyberspace, the fragmentation of collective dynamics remains important. The most important alliances revolve around a few of individual portals and some institutional websites. However, the weakness of the Lebanese government does not allow its institutions to play a unifying role for the Lebanese diaspora. In fact, economic initiatives are more active than political ones. The connections between websites claiming to be apolitical show the persistence of selective alliances, which reflect the usual Christian/Muslim divide. Transnationality is thereby limited, and the Lebanese Canadian and French organizations are interconnected only through portals that are not representative of the grass-roots community dynamics.

Keywords

diaspora, web, Internet, Lebanon, transnationalism

Cette étude exploratoire portant sur le Web de la diaspora libanaise se présente d'abord comme un apport empirique à ce champ de recherches, la littérature sur le sujet dans les deux pays choisis (la France et le Canada) étant relativement lacunaire. Le manque de données factuelles, tout en étant une difficulté pour l'étude, peut être envisagée comme une opportunité pour interroger l'apport des TIC comme point de départ d'une recherche. Ainsi, les résultats préliminaires qui seront présentés revêtent une dimension heuristique en proposant des hypothèses et des pistes de recherche nouvelles, les études menées sur les diasporas et le Web ayant bien montré que l'exploration de l'Internet permet d'observer des dynamiques invisibles dans la vie réelle (Berthomière & Hassan, 2009). Les connaissances sur la structuration communautaire des populations libanaises dans différents pays d'installation s'accordent sur deux caractéristiques communes, qui méritent d'être vérifiées dans cette étude. D'une part, la scène associative séculière et religieuse est extrêmement fragmentée, à l'image des divisions internes qu'on retrouve au Liban. D'autre part, les liens avec le pays d'origine demeurent importants mais sont de natures très diverses (réseaux familiaux, appartenance confessionnelle, solidarité politique, liens économiques, etc.). Malgré sa volonté de s'occuper de la diaspora libanaise, l'État libanais peine à jouer un rôle central et unificateur. Le choix volontaire de limiter la présente étude aux organisations collectives libanaises au Canada et en France vise à mesurer de manière précise la structuration communautaire à partir des connexions des organisations libanaises sur le Web, en analysant les liens entre les deux pôles de la diaspora étudiés, la nature et la densité des liens avec les institutions du pays d'origine et le rôle des sites de la diaspora mondiale. La perspective choisie se concentre sur les dynamiques associatives, les mobilisations et les sentiments d'appartenance de la diaspora libanaise sur le Web, d'où la volonté d'analyser les signes d'une transnationalité sur le Web, notion qui désigne la construction de réseaux sociaux par-delà les frontières des États-nations (Dumont, 2010).

Le corpus a été obtenu à partir d'une liste des organisations libanaises canadiennes et françaises, en laissant le crawl proposer les liens vers d'autres sites. La liste initiale était donc restreinte aux organisations spécifiquement libanaises (associations, églises, mouvements politiques) comme

point de départ, et j'ai choisi de ne pas inclure, a priori, tous les sites d'organisations où je savais que des Libanais pouvaient être actifs, comme les mosquées qui accueillent des membres de plusieurs origines nationales, les organisations arabes unitaires ou des associations canadiennes et françaises diverses. En interrogeant les critères d'appartenance nationaux, confessionnels (liés à une confession libanaise en particulier) et politiques (liés à un parti politique libanais), j'ai voulu savoir si le crawl révélerait des alliances plus larges ou si celles-ci étaient invisibles sur la Toile. La carte finale devait donc montrer les connexions internes entre organisations libanaises du même pays, les liens transnationaux, le poids du pays d'origine et d'éventuelles alliances avec des sites non communautaires. En m'appuyant sur une des rares recherches sur le transnationalisme de la diaspora libanaise, basée sur une enquête empirique entre Montréal, Paris et New York, j'ai choisi cet angle spécifique pour sélectionner les principaux sites à analyser. Ainsi, les travaux de Dalia Abdelhady (2004, 2006) parviennent à la conclusion que de nombreux Libanais privilégient une adhésion et des engagements plus larges que ceux qui les renvoient à une appartenance directement liée au seul pays d'origine. Les Libanais qu'elle a interrogés, s'ils s'intéressent souvent au pays d'origine, préfèrent, en leur qualité de migrants transnationaux, dépasser les appartenances nationales pour s'intégrer à des regroupements plus larges.

Cet article se donne pour objectif d'analyser :

- La présence des organisations libanaises sur le Web et leurs liens entre elles. La fragmentation de la scène associative libanaise visible sur le terrain apparaît-elle de la même manière sur le Web ?
- La présence ou l'absence de liens transnationaux, entre les associations libanaises de chaque pays, avec des sites de la diaspora mondiale et ceux du pays d'origine.
- La nature et la densité de ces connexions, notamment l'importance du facteur linguistique, religieux et politique dans ces alliances.
- La dimension identitaire et unitaire des connexions selon le contenu des sites analysés. Un dépassement du référent national au profit de solidarités plus larges est-il visible sur le Web ? Le Web apparaît-il comme un espace privilégié de construction d'une iden-

tité libanaise commune qui transcenderait les clivages traditionnels ?

La diaspora libanaise, une diaspora de dispersion

La diaspora libanaise est souvent considérée comme une des plus importantes dans le monde relativement au nombre d'habitants du pays d'origine. Si les chiffres varient, la plupart des études sérieuses convergent pour affirmer qu'il y aurait autant, voire plus de Libanais en diaspora qu'au Liban, à savoir environ 3 à 4 millions (Verdeil *et al.*, 2007). L'histoire du Liban se caractérise par une importante émigration, qui peut remonter à des temps très anciens, mais qu'on situe au milieu du XX^e siècle pour la période contemporaine. Avant même que le pays ne devienne une République en 1920, et un État indépendant en 1946, avec les frontières qu'on lui connaît aujourd'hui, l'émigration était déjà un phénomène significatif. En 1900, ceux qu'on appelait les « Syriens » et les « Turcs » dans les pays où ils s'installent étaient près de 225 000 à avoir émigré, dont une grande partie venait de la région du Mont Liban (Issawi, 1992). Entre 1900 et 1914, le nombre de ces émigrants ayant atteint l'Amérique était d'environ 210 000 personnes (Bourgey, 1985). L'émigration diminue pendant les deux Guerres mondiales et dans les années d'entre-deux-guerres, notamment parce qu'il devient plus difficile de partir et que les pays d'accueil traditionnels ferment leurs frontières (c'est le cas des États-Unis et du Canada). Dans les années 1950-1960, l'émigration reprend progressivement et se diversifie : elle concerne désormais les diplômés, qui vont dans les pays du Golfe, les étudiants et les professionnels, qui tentent leur chance dans le monde occidental. Le véritable pic sera atteint durant la guerre civile libanaise (1975-1990). En 2001, une étude estime à 600 000 le total des émigrés partis depuis 1975, dont environ 250 000 depuis 1991. En tout état de cause, malgré leur imprécision, les chiffres cités montrent que l'émigration est un fait massif (Verdeil *et al.*, 2007). La présence libanaise à l'étranger demeure donc difficile à chiffrer (les estimations varient entre 3 et 17 millions !), puisque cette notion, selon la définition qu'on lui donne, recouvre des situations extrêmement variées : de première à troisième génération, descendants d'unions mixtes, chiffres selon la nationalité, le pays de naissance ou l'origine ethnique, etc. (Verdeil *et al.*, 2007).

La notion de « diaspora » a beaucoup été étudiée et discutée par les chercheurs en sciences sociales, qui ont proposé différentes définitions pour distinguer la diaspora d'autres formes de communautés immigrées. Au départ, la diaspora renvoyait à l'histoire des populations juives et se caractérisait par la dispersion forcée de groupes, contraints d'émigrer et dont la mémoire du traumatisme a pu constituer le ciment d'une histoire longue poursuivie dans l'exil (Berthomière & Hassan, 2009). Depuis, le terme s'est répandu et a été utilisé pour analyser différentes populations vivant hors du centre originel (homeland). Au final, quatre dimensions semblent caractériser la diaspora : la mémoire et la conscience d'une condition commune; la transmission organisée de cette mémoire collective; la multiplicité de foyers d'expression culturelle décentrés; et les moyens économiques et culturels pour maintenir un réseau multinational de liens entre ces foyers (Helly, 2006)¹. L'ancienneté et la large dispersion des émigrants originaires de la région du Liban expliquent une fréquente utilisation de la notion de diaspora pour la qualifier dans les études académiques et dans l'usage commun. « Par-delà leurs multiples appartenances, les Libanais vivant hors du Liban maintiennent des liens forts avec leur pays d'origine, constituant à proprement parler une diaspora, unie par des traits culturels et une référence commune à un territoire d'origine perdurant malgré la distance et la dispersion » (Verdeil *et al.*, 2007 : 34). Si de nombreux auteurs ayant travaillé sur la population immigrée libanaise ont choisi d'utiliser ce terme, leurs travaux ont insisté sur son hétérogénéité et sa fragmentation interne. Une des questions qui a été soulevée est celle de l'appartenance identitaire et la mémoire communes, qui prennent différentes formes au sein de cette diaspora, reflets des clivages internes au Liban. Suite à la guerre civile, l'État-nation libanais n'a cessé d'être fragilisé et défié par les dissensions internes. Cette réalité se

1. Premièrement, la diaspora est simplement définie par la dispersion de ses membres vivant hors du centre originel et qui développent de forts liens avec leur pays d'origine. Deuxièmement, une définition issue de l'expérience des Noirs américains se développe dans les années 1970, s'insérant dans les luttes politiques sur le statut des minorités et la responsabilité des États à leur égard. Parallèlement, une troisième acception du terme est proposée, plus large et positive, définissant la diaspora par rapport à la mobilité et aux réseaux transnationaux. Ainsi, ce n'est plus tant le lien avec le pays d'origine mais les liens tissés entre communautés dispersées qui caractérise les diasporas (Helly, 2006).

manifeste notamment par l'absence de revendications politiques unitaires portées par les Libanais à l'étranger pour influencer la situation dans le pays d'origine. Selon Michael Humphrey, spécialiste de l'immigration libanaise en Australie et de la diaspora plus généralement, le problème des Libanais implantés dans des pays occidentaux de manière permanente se situe au niveau organisationnel. Le manque d'unité de la scène associative et politique libanaise à l'étranger, contrairement à d'autres groupes qui se mobilisent de manière unitaire, lui permet d'affirmer que la diaspora libanaise est avant tout une « diaspora de dispersion » (Humphrey, 2004).

Une diaspora de dispersion, fragmentée et divisée, certes, mais des « migrants connectés » malgré tout (Diminescu, 2005). « L'Internet est devenu, pour nombre de minorités ethniques, un moyen de représentation communautaire et un mode d'intervention dans le débat public » (Rigoni, 2010 : 10). Par ailleurs, la dynamique créée par Internet peut parfois servir à palier la difficile unité d'une diaspora ou de ses revendications communes lorsque le régime politique est fragmenté (Ben David, 2010). Si la structuration communautaire libanaise est fragmentée, on assiste à la création d'associations unitaires en diaspora, qui tentent de transcender ces divisions. Les solidarités traditionnelles se maintiennent en parallèle partout en diaspora et demeurent les organisations les plus populaires : églises, associations liées au village d'origine, regroupements issus de mouvements politiques, etc. Que les organisations unitaires puissent être plus visibles et prégnantes sur le Web que sur le terrain, du fait du caractère transnational de cet espace, est une hypothèse qui mérite d'être vérifiée, en identifiant la spécificité des relations qui se tissent sur le Web.

La présence libanaise au Canada et en France : histoire, profil et état des lieux de la recherche

À la fois très différentes par leur histoire et le profil de la population libanaise qu'ils abritent, le Canada et la France constituent néanmoins des pôles intéressants à comparer dans le cadre d'une recherche sur le cyberspace de la diaspora. À l'instar du reste de l'Amérique, le Canada fut une destination historique pour les migrants qui quittaient la région du Liban (alors appelée *Bilad el Cham* et faisant partie de l'Empire ottoman) à la fin du XIX^e siècle. La constitution de chaînes

migratoires anciennes et de réseaux communautaires ont facilité l'arrivée de nouveaux migrants durant les périodes suivantes, jusqu'à nos jours. Le Canada représente une destination historique pour les Libanais, qui occupent une place significative dans la mosaïque canadienne, et leur visibilité par rapport à l'ensemble des minorités non européennes, surtout au Québec, est importante. Si l'immigration libanaise en France est également ancienne, elle pesait très peu numériquement. Le pays devient une destination privilégiée pour les Libanais au moment de la guerre civile (1975-1990) et rivalise alors avec les villes d'accueil nord américaines. Cependant, les Libanais demeurent jusqu'à aujourd'hui une minorité dans la minorité, puisqu'ils sont très peu nombreux par rapport à l'ensemble des migrants de France et aux migrations arabes maghrébines. Ils bénéficient d'une image positive, sont peu visibles et ne représentent pas un enjeu central pour la France.

Le Canada, et le Québec en particulier, destinations de prédilection pour les Libanais

Au Canada, où la population libanaise représente une composante non négligeable de la diversité ethnique du pays, les études historiques sur cette minorité sont rares (Abu-Laban, 1981, 1992; Aboud, 2002, 2003; Jabbra & Jabbra, 1984; Asal, 2011), et les recherches traitant des changements dans la composition de la diaspora, peu nombreuses (Abou, 1977; Chamoun, 1998; Fortin, 2000). Les plus récentes traitent plus généralement des Arabes, des chrétiens ou des musulmans, parmi lesquels on trouve des Libanais (Abu-Laban, 1995; Le Gall, 2001; Castel, 2002; Lebnan, 2005; Eid, 2007; Asal, 2011). Au recensement de la population canadienne en 2001, près de 144 000 personnes d'origine libanaise vivaient au Canada, et 165 000 en 2006². Les Libanais représentent le sixième plus grand groupe ethnique d'origine non européenne au pays et affichent un taux de croissance beaucoup plus rapide que l'ensemble de la population (Lindsay, 2001). Au Québec, où se concentre une partie importante de la population libanaise, jusque 2001, le Liban était au quatrième rang des pays de naissance de la population immigrée (après l'Italie, la France et Haïti), et au septième rang cette

2. Tableau « Origine ethnique pour la population, pour le Canada », Recensement de 2006 – Données-échantillon (20 %), Statistiques Canada.

dernière décennie (ICC, 2011). Contrairement à la France, où les Libanais sont une infime minorité de l'immigration en provenance du monde arabe, au Canada, ils représentent 38% des personnes déclarant une origine ethnique arabe, même si, avec l'arrivée massive des Maghrébins, la tendance risque de s'inverser bientôt.

Les premiers migrants de la région arabe, qui arrivent en Amérique au tournant du XX^e siècle, exercent souvent le métier de colporteur ou de commerçant. Le processus de développement institutionnel de la communauté commence alors par la préservation des traditions religieuses : les migrants étant majoritairement chrétiens, ce sont les églises qui jouent un rôle central. Ensuite, diverses organisations se développent, ainsi que la presse (Aboud, 2003; Asal, 2011). Durant la période de la guerre civile (1975-1990), le nombre de migrants libanais admis au Canada explose, atteignant des pics d'environ 12 000 entrées pour les années 1990 et 1991. L'immigration libanaise se diversifie, tant au niveau de l'appartenance religieuse qu'au niveau des qualifications et de l'éducation (Abu-Laban, 1992). En 1991, les musulmans au Québec représente 21% de l'ensemble des Libanais, dont 60% de chiites (Castel, 2002). Depuis, le nombre de musulmans ne cesse d'augmenter : en 2001, environ 30% des personnes d'origine libanaise du Canada se déclaraient musulmans. Par ailleurs, seulement 6% de la population libanaise déclarent n'avoir aucune affiliation religieuse, comparativement à 17% dans l'ensemble de la population (Lindsay, 2001)³.

Durant la guerre civile, les immigrants libanais ont bénéficié de mesures spéciales pour faciliter leur entrée au Canada. Les réseaux d'anciens migrants libanais ont joué un rôle de premier plan dans l'admission de cette vague massive de nouveaux migrants : ils ont à la fois fait pression sur les autorités du pays d'accueil et contribué à l'établissement et l'insertion de leurs compatriotes. Le Canada a assisté cette migration par des subventions aux associations, mais l'essentiel a été pris en charge par les familles, les églises et les associations communautaires (Aboud, 2002). La province du Québec a également joué un rôle important dans l'accueil des Libanais en raison de

l'argument francophone, en adoptant dès 1976 des mesures facilitant leur admission dans la province (Abu-Laban, 1992 ; Aboud, 2002). Montréal, destination historique de l'immigration libanaise, demeure la ville où la présence libanaise est la plus importante du Canada (en 2001, elle abritait 30% de l'ensemble des Canadiens d'origine libanaise). Si la possibilité de vivre en français explique en partie l'attractivité du Québec pour les Libanais, la question linguistique et historique joue un rôle plus important encore dans le choix de la France.

Immigrants libanais en France, une minorité dans la minorité

Les Libanais en France sont estimés à entre 35 000 et 150 000 personnes (Abdulkarim, 1996). La comptabilisation est plus difficile en France puisque nous ne possédons que les chiffres par pays de naissance (35 000 au dernier recensement)⁴. Les études sur ce groupe sont encore plus lacunaires que pour le Canada, depuis la thèse de Hattab dans les années 1980 (Hattab, 1985), un article de Kemp (1992) et l'ouvrage d'Abdulkarim (1996), qui proposent un portrait général de la population libanaise en France, deux auteurs ont mené des travaux plus récents: Nasser (2010) sur la communauté libanaise à Marseille, et Abdelhady (2004), qui analyse la diaspora libanaise sous un angle comparatif (France, Canada, États-Unis). Si l'immigration en France commence à la fin du XIX^e siècle avec l'arrivée d'intellectuels et de cols blancs, les Libanais ne sont pas nombreux (3000 dans les années 1920). Pendant la guerre civile, l'Europe occidentale accueille nombre de migrants libanais fuyant la guerre, et la France est leur destination privilégiée. Comme au Canada, les Libanais vont bénéficier de facilités administratives qui leur permettront d'immigrer massivement en France (Abdulkarim, 1993). La moitié d'entre eux s'installe en Ile de France. L'action de Paris pour renforcer l'usage du français au Liban même, la tenue du IX^e sommet de la Francophonie à Beyrouth en 2002 et l'influence de la langue française renforcée par la communauté française du Liban d'environ 10 000 personnes (Gérard, 2008) montrent l'importance de la langue pour la diaspora installée en France. Si les Libanais sont une minorité par rapport

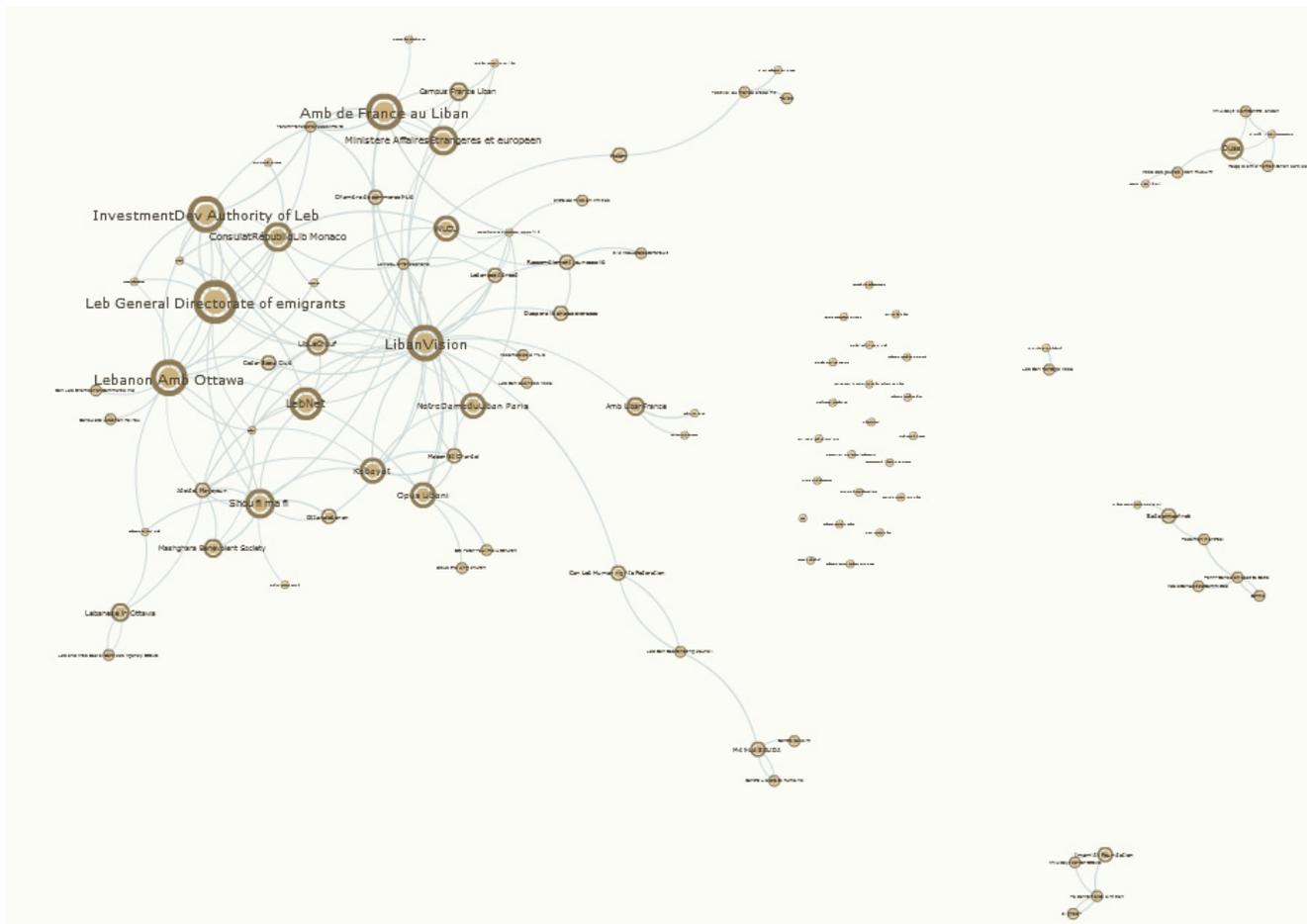
3. Les chiffres du recensement de 2006 sont partiels et ne présentent pas certaines données, dont celles basées sur les confessions religieuses. Les chiffres du recensement de 2011 devraient être publiés au cours de l'hiver 2012, mais toutes les estimations convergent pour affirmer que le nombre de musulmans en général a considérablement augmenté.

4. Le recensement le plus récent évoque le chiffre de 35 000 personnes nées au Liban en France. « Tableau Immigrés par pays de naissance », Insee, recensement 2007, exploitation principale.

aux autres migrants numériquement, ils le sont aussi par leur profil socio-économique. Patrons de l'industrie et du commerce, professions libérales et cadres supérieurs, représentaient plus de 81% des Libanais actifs en France (Hattab, 1985). La majeure partie de la population libanaise en France se compose de professionnels et artisans, et ensuite d'ingénieurs et de médecins (Abdulkarim, 1993). L'image dont bénéficient les Libanais en France est positive, surtout si on la compare aux autres Arabes majoritaires, les Maghrébins, dont l'histoire est très différente et plus conflictuelle. Les Libanais sont perçus comme des migrants exemplaires, économiquement intégrés, entrepreneurs, commerçants et intellectuels, ils sont travailleurs et autonomes. En réalité, les Libanais sont peu visibles : ils ont leurs propres institutions et leurs revendications politiques demeurent discrètes (Kemp, 1992).

La présence libanaise repose sur une structure associative importante de type confessionnel, culturel et de solidarité (Abdulkarim, 1993).

Comme au Canada, ce réseau permet aux anciens d'accueillir les nouveaux arrivants et de répondre aux besoins culturels des migrants en France. Néanmoins, les chrétiens, installés depuis plus longtemps et plus nombreux, bénéficient davantage de ces réseaux que les musulmans. Les chiffres sur la répartition religieuse étant inexistantes en France, une fois de plus, il s'agit d'estimations. Dans les années 1980, les Libanais en France se répartissaient entre chrétiens à 65% et musulmans à 35% (Hattab, 1985). Le réseau culturel et religieux des chrétiens se développe sur la base de la présence ancienne de cette minorité en France (Abdulkarim, 1993). Les musulmans libanais, à l'instar de leurs coreligionnaires, se retrouvent peu dans les mosquées. D'une part, parce qu'elles se limitent à quelques lieux de prières dans les quartiers à forte concentration musulmane (où les Libanais sont peu nombreux). D'autre part, comme le constate Liliane Nasser dans son enquête à Marseille, les musulmans libanais disent ne pas se reconnaître dans cet islam « ghettoisé » de France (Nasser, 2010). La question du lieu de culte est d'autant



<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=map&map=61§ion=29>

plus aigüe pour les musulmans chiïtes, peu nombreux en France, qui représentent un courant de l'islam ultra-minoritaire dans le pays.

Une scène associative fragmentée et beaucoup d'organisations isolées

Analyse générale du fond de carte

Le corpus constitué compte près de 100 sites. Le fond de carte se caractérise par la présence d'une composante principale de sites connectés entre eux, d'un cluster d'une vingtaine de sites complètement isolés les uns des autres, et de quatre clusters plus petits de sites liés entre eux.

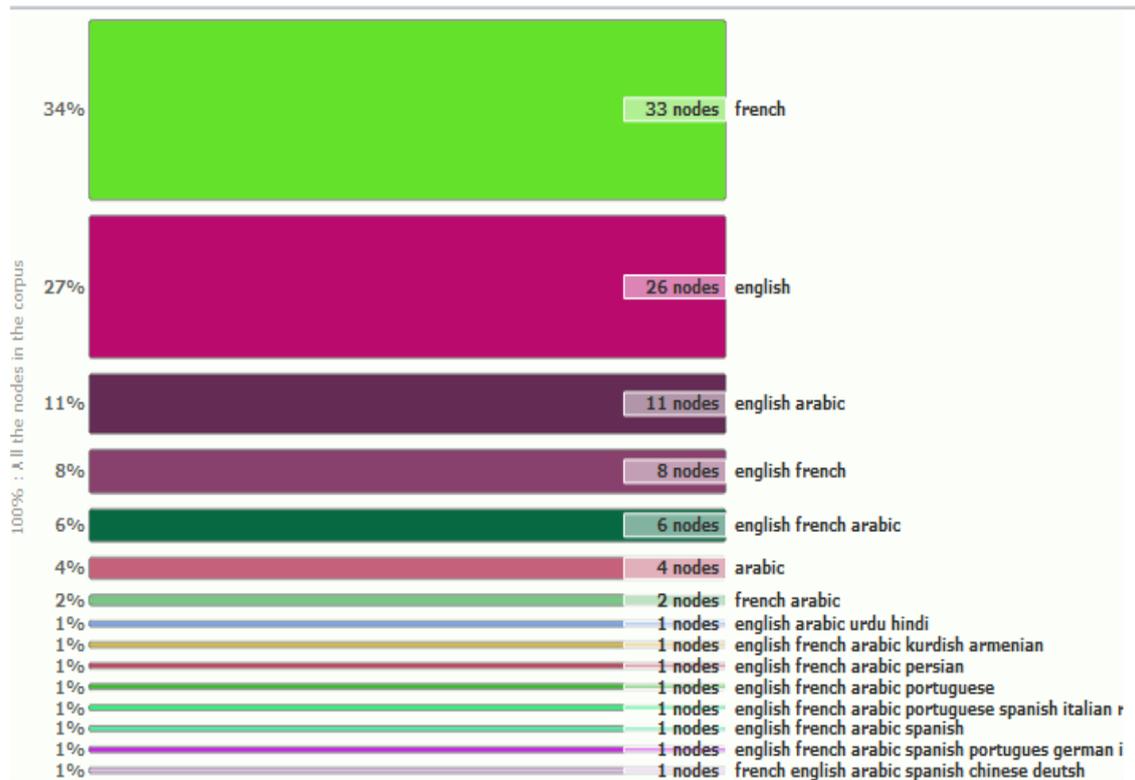
La composante principale peut être identifiée comme une communauté sans qu'il y ait un ou deux gros sites influents mais plutôt une multiplicité de sites moyens connectés entre eux. Ainsi, on ne peut réellement parler d'un *hub* ou d'une autorité centrale. Les sites les plus connectés sont, d'une part, les portails de la diaspora comme Liban vision (qui fonctionne plus comme un hub avec 22 sites sortants, même si son degré d'influence est également important avec 8 sites entrants), des annuaires de liens comme LebNet (souvent cités par d'autres sites), et de plus petits hub limités à moins d'une dizaine de sites sortants comme le Web Libanais francophone (un portail média de la diaspora), Leb411 (un portail média d'Alberta) ou *Beyrouth sur Seine* (un regroupement inter-professionnel). D'autre part, les autres sites les plus connectés sont des sites institutionnels, qui fonctionnent le plus souvent comme des sites autorité, caractérisés par des liens entrants : l'Ambassade du Liban à Ottawa, l'Ambassade de France au Liban, la Direction générale des émigrants du ministère des Affaires étrangères du Liban et l'IDAL (Investment Development Authority of Lebanon). Plusieurs sites jouant un rôle de *bridge* relient deux ou trois sites à cette composante principale de la carte. Une analyse du gros cluster montre que les sites isolés se caractérisent par peu de points communs. Hormis le fait qu'il n'y ait qu'un portail (tous les autres se trouvent dans la composante principale), dans chaque graphe obtenu par catégorisation, rien de distingue ces sites de ceux du reste du corpus (ils peuvent être de n'importe quel langue, origine, appartenance confessionnelle ou politique, etc.). Les quatre petits clusters, composés de deux à six sites chacun, ont comme point commun d'être liés à une organisation religieuse. Le plus petit

cluster lie le site d'une église à celui d'une association (l'église St Nicolas et la Lebanese Canadian Heritage Association – LCHA). Les trois autres clusters incluent des organisations chiïtes. Nous reviendrons en détail sur ce point, qui montre que les sites chiïtes sont particulièrement isolés par rapport aux autres sites affiliés à une religion.

Dans l'ensemble, ce fond de carte montre des connexions relativement peu denses, beaucoup de sites ou clusters isolés, et semble confirmer la fragmentation de la scène associative libanaise. Il montre également que les sites institutionnels et les portails destinés à la diaspora libanaise s'imposent comme des pôles d'attraction, confirmant que les organisations n'ayant pas d'affiliation spécifique sont les seules capables de faire communauté, même de manière limitée. Ces sites permettent une forme de transnationalisme, en jouant un rôle de *bridge* : les connexions entre organisations canadiennes et françaises se font à travers eux, n'étant jamais directement liées entre elles (à une exception près : le *Lebanese Canadian coordinating council-LCCC* et le *Mouvement franco-libanais Solida*, au bout de la composante principale).

La dimension linguistique

Rappelons qu'au Liban, 45% des Libanais parlent le français, et 28 % sont bilingues. 40% de la population parle l'anglais, et parmi les bilingues arabe/français, 73% parlent également l'anglais. Ces chiffres montrent à la fois l'importance du français et la fragilité de sa position. Il est conçu au Liban comme « la langue de la culture par excellence, de la modernité naissante et du grand humanisme », ce qui en fait une langue seconde, officielle et administrative (Corm, 2001; Gérard, 2008). Les sites qui n'utilisent qu'une langue représentent 64% du corpus : parmi eux, 33 sites sont exclusivement francophones, 26 anglophones et 4 arabophones. Le plus souvent, l'arabe est utilisé en plus du français et/ou de l'anglais (11 anglais-arabe, 2 français-arabe, 6 sites anglais-français-arabe, et pour les sites affichant plus de 3 langues, tous incluent l'arabe). Les sites francophones de la diaspora ont un pouvoir rassembleur. L'exemple de Liban vision est le plus prégnant (c'est le site le plus connecté du corpus avec 22 liens sortants et 8 entrants), portail francophone qui se revendique explicitement comme tel et n'utilise qu'une seule langue. Paradoxalement, l'insistance sur la francophonie lui permet



d'être un des seuls sites relais du corpus, connecté à des sites libanais, français et canadiens. Comme nous l'avons évoqué plus haut, les liens transnationaux entre le Canada et la France sont rares. Or, outre les portails de la diaspora et les institutions, Liban vision cite à la fois des organisations françaises (Maison St Charbel, Notre Dame du Liban, l'Association médicale franco-libanaise) et des organisations canadiennes (Cedar Social Club, Leb411, Lebanese Canadian Business Association). Son fondateur, Jean Michel Druart, est un Français marié à une Libanaise, qui affirme le caractère transnational de son site: « C'est un site sur le Liban, fait par un Français et hébergé au Canada »⁵. Notons que Liban vision a des liens avec des sites francophones en majorité, mais également avec des sites exclusivement anglophones (comme Leb Net, Leb411, World Lebanese Cultural Union WLCU). Par ailleurs, la direction générale des Émigrés du ministère des Affaires étrangères, connectée à 13 sites du corpus, est exclusivement en arabe. Les autres institutions et portails les plus connectés, se trouvant au centre de la composante, peuvent être exclusivement anglophones comme Shou fi ma fi,

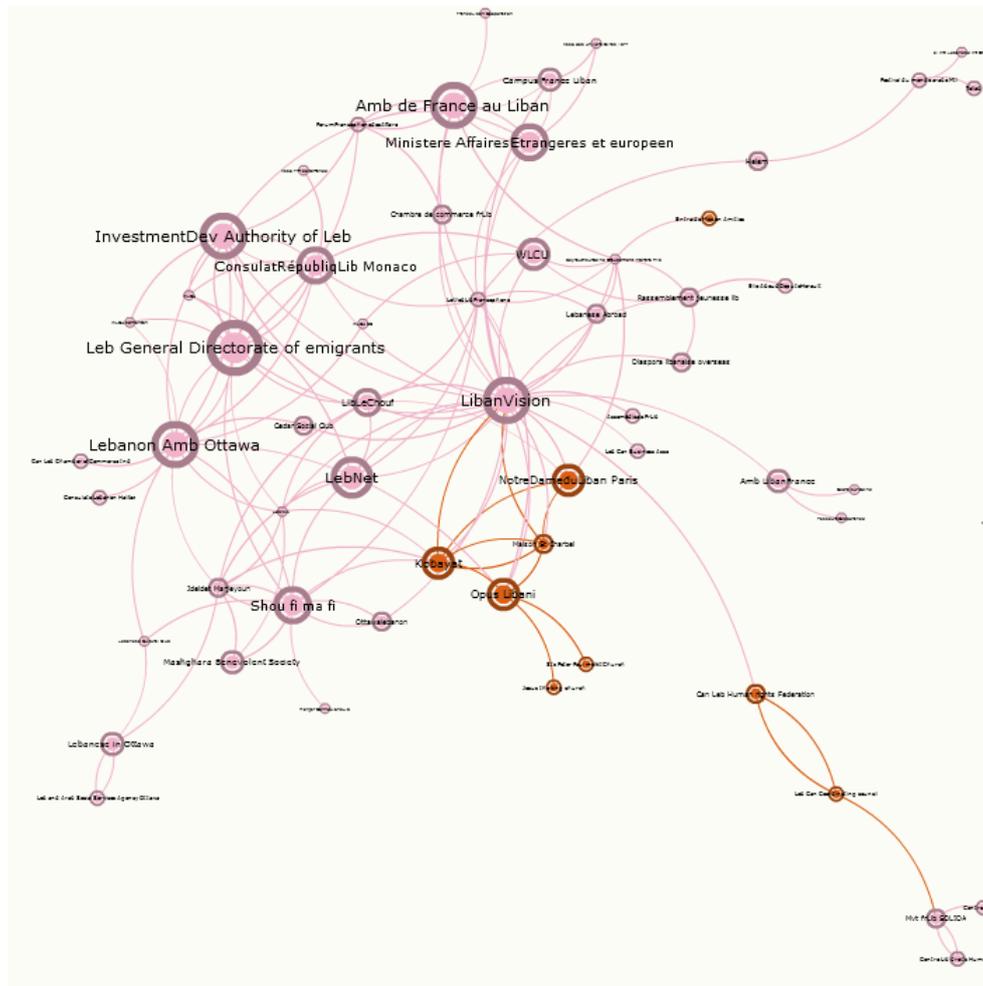
Leb Net et Leb411, WLCU; exclusivement francophones comme Liban vision, le Web Libanais Francophone, l'Ambassade de France au Liban, ou multilingues comme Liban le Chouf, Kobayat ou Jdeide Marjayoun.

Au final, la répartition linguistique du Web de la diaspora libanaise reflète surtout l'implantation de la diaspora dans les pays d'installation, puisque très peu de sites sont exclusivement en langue d'origine, l'arabe (4% de l'ensemble du corpus). Par ailleurs, il était intéressant de se pencher sur le Canada (pays bilingue français-anglais) et la France, afin d'analyser les connexions possibles entre pôles de la diaspora qui partagent les mêmes langues. Il en résulte que les portails et les institutions qui lient les organisations de la diaspora entre elles se partagent de manière presque égale entre l'utilisation du français et de l'anglais. Au total, le français est utilisé par 57% des sites du corpus et l'anglais par 60%, ce qui permet des connexions entre tous les sites de la carte, la langue n'étant pas un obstacle à l'inter-compréhension sur le Web.

Les affiliations religieuses

La structuration communautaire libanaise en général et en diaspora s'appuie en grande partie sur les institutions religieuses, ce qui explique que

5. Entrevue avec le fondateur de Libanvision.com, article paru dans *La Revue du Liban*, n° 3872, 23-30 novembre 2002. <http://www.rdl.com.lb/2002/q4/3872/nemanquez-pas4.html>



<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=94&map=61&nodeattribute=8§ion=29>

l'analyse de cette dimension est incontournable. En se limitant aux institutions dont la vocation principale est culturelle, 18% des sites référencés ont été identifiés comme religieux, ce qui nous semble relativement peu, car sur le terrain, la fréquentation des centres religieux est plus centrale. Parmi ces institutions, 33% sont chrétiennes et 61% chiites. En revanche, si on additionne les institutions religieuses et les autres organisations (culturelles, communautaires, sociales) dont l'affiliation est religieuse, le nombre de sites chrétiens et chiites est le même. Les sites affiliés chrétiens (en rouge) sont connectés les uns aux autres à l'extrémité de la composante principale, tout en ayant des sites relais qui les lient aux portails au centre de cet ensemble (les sites n'ayant aucune affiliation religieuse, portails et institutions notamment, sont en rose).

L'église St Nicolas se trouve dans un cluster à part liée à la LCHA. La raison de ce lien est simplement historique : les orthodoxes étaient majoritaires

parmi les premiers migrants « syriens » au Canada et avaient fondé la plus ancienne organisation séculière, qui s'appelait la Syrian Canadian Association SCA (1933), et qui deviendra en 2005 la Lebanese Canadian Heritage Association. Ce qui explique que l'organisation demeure proche de l'église orthodoxe historique qu'est St Nicolas, dont certains membres sont les descendants des fondateurs historiques de la SCA (Asal, 2011)

Alors que les Libanais chrétiens sont plus nombreux que les musulmans (et *a fortiori* les chiites), au Canada comme en France, sur l'ensemble du corpus, la prédominance des sites affiliés chiites est frappante. D'autant plus qu'ils sont liés entre eux ou isolés, mais jamais présents dans la composante principale, alors que les chrétiens, également connectés les uns aux autres, sont plus intégrés dans l'ensemble de la carte. Les sites identifiés comme chiites se trouvent pour la plupart rassemblés dans deux clusters, eux-mêmes séparés (en haut et en bas sur la carte) mais connectés

entre eux. Le premier est composé de six sites dont le centre qui fait autorité est un portail de la diaspora musulmane chiite (Duas), mais entouré d'organisations chiites canadiennes : l'Association des Jeunes libanais musulmans, qui joue un rôle de bridge avec le Centre Islamique libanais CIL de Montréal; Al Mahdi Islamic Centre et l'école ABIC-Ahlul-Bayt Islamic Centre, basés à London, Ontario; et Al Haqq Islamic Humanitarian Service à Kitchener Ontario. Le deuxième cluster se compose de quatre sites, tous chiites également mais transnationaux : Ya Zahra -mawqi almizan, qui est basé au Liban, Al Ghadir, qui est un site religieux chiite libanais basé en France, l'Imam Ali Foundation, basé à Londres mais s'adressant à la diaspora chiite, et AhlulBayt Centre Ottawa. Notons que *Sada el Machrek*, lié à la communauté chiite canadienne, se trouve dans un autre cluster cité par une organisation politique de Montréal (Tadamon) en sa qualité de journal (lui-même lié à Al Hidayah, centre communautaire chiite de Montréal).

La prégnance des sites affiliés chiites est d'autant plus frappante qu'aucune organisation sunnite n'a été incluse dans notre corpus (hormis une organisation liée au parti politique sunnite libanais, le Courant du Future, de Hariri). L'invisibilité des sunnites dans notre corpus, et ce malgré les crawls effectués, s'explique par le fait que les Libanais sunnites ne sont qu'une composante nationale parmi beaucoup d'autres dans les mosquées et les organisations islamiques du pays. Le sunnisme est la branche de l'islam majoritaire au Canada (et dans le monde), il n'y a aucune raison pour que les Libanais sunnites s'organisent à part, puisqu'ils peuvent partager leurs lieux de culte avec d'autres fidèles, notamment arabes. En outre, même si une mosquée sunnite était majoritairement fréquentée par des Libanais, il se peut que cette prédominance ne soit pas précisée dans le site Web. En revanche, les chiites arabophones du Canada sont majoritairement Libanais (il y a quelques Irakiens ou autres arabes chiites mais ils sont peu nombreux), et les Iraniens chiites ont

leurs propres organisations et semblent moins pratiquants⁶. En réalité, les études portant sur les musulmans en général et les Libanais musulmans font défaut. En 2005, Montréal comptait environ 42 lieux de culte sunnites et quatre chiites, dont plusieurs non officiels. La plus ancienne mosquée québécoise, sunnite, le Islamic Centre of Quebec, est peu fréquentée par des musulmans libanais (Gagnon, 2005), ce qui explique son absence de notre corpus. Étant donné le foisonnement de lieux de culte musulmans, leur instabilité et le manque de structure permanente, il est extrêmement difficile de dire quels sont les lieux de culte les plus fréquentés par les musulmans libanais de Montréal. Une seule mosquée montréalaise s'affiche comme étant libanaise : le CIL, qui se trouve dans le cluster des six sites chiites, destiné aux musulmans chiites libanais (Lebnan, 2005). Quant aux druzes, une seule organisation canadienne apparaît dans notre corpus (The Druze Association of Edmonton), ne montrant aucune connexion avec d'autres associations.

Pour ce qui est de la France, les chiites y sont moins importants numériquement qu'au Canada, ce qui est bien visible sur le Web (38% des sites chiites du corpus sont canadiens libanais contre 8% français libanais). De manière plus générale, 38% de l'ensemble des sites chiites du corpus (qu'ils soient libanais, arabes ou autres) sont en Ontario, 31% au Québec et 8% en France. Dans l'ensemble, les institutions religieuses sont peu nombreuses en France (le corpus en comptabilise trois : deux chrétiennes et une chiite), à la fois à cause du nombre moins important de Libanais en France, mais aussi à cause de la plus grande difficulté d'établir des centres religieux, notamment musulmans, en France qu'au Canada. Comme nous l'avons évoqué, les sunnites éprouvent des difficultés pour construire leurs propres lieux de culte et peuvent prier dans les centres religieux

6. « Les musulmans iraniens pratiquants fréquentent les mosquées et les institutions islamiques établies par la grande communauté musulmane du Canada ainsi que plusieurs mosquées chiites construites spécifiquement à l'intention de cette communauté. Quelques-unes sont indépendantes et d'autres entretiennent des liens avec le gouvernement iranien. Comparativement aux autres communautés venant de pays à majorité musulmane, la communauté iranienne est généralement plus laïque. Ainsi, une étude récente réalisée par des chercheurs de l'Université de York démontre que, comparativement aux Pakistanais, aux Afghans et aux Palestiniens, plus de 80% des Irano-Canadiens affirment qu'ils ne sont pas pratiquants » (Saeed Rahnema, « Iraniens », in *L'Encyclopédie Canadienne*, 2011).

sunnites des Maghrébins, même si ce n'est pas toujours leur premier choix (Nasser, 2010).

La répartition des sites selon leur affiliation religieuse montre que la religion peut masquer l'appartenance nationale, ce qui explique l'invisibilité des sites sunnites sur le Web. S'il existe des églises appartenant à un culte minoritaire chrétien orientale, c'est leur ancienneté et leurs connexions avec des portails généralistes qui les rendent visibles dans la carte générale. Le facteur linguistique qui lie les chrétiens aux francophones explique également le fait qu'ils citent et sont cités par ces mêmes portails en français. On constate par ailleurs que les sites religieux sont connectés entre eux, dans le cas des chrétiens comme des shiites (qui eux ne sont connectés qu'entre eux dans des clusters). En revanche, aucun lien n'apparaît entre chrétiens et musulmans sur le Web.

La question religieuse mêlée à la question politique

Les sites ayant une affiliation religieuse représentent 22% du corpus (en additionnant les sites shiites, druzes, maçons et chrétiens). La plupart des organisations religieuses se définissent comme apolitiques, même si parfois leurs orientations se devinent dans les textes et les thèmes qu'elles privilégient. L'imbrication du religieux et du politique est très forte au Liban. Certes, elle n'est pas systématique, et certaines confessions se retrouvent dans différents partis politiques, cependant, le découpage électoral et le système politique sont fondés sur des règles qui mêlent le religieux et le politique. Pour schématiser, la scène politique libanaise est aujourd'hui divisée en deux camps dans des alliances qui continuent de bouger et ne sont nullement figées (preuve qu'elles sont politiques et non religieuses). Celles-ci se sont dessinées après le tournant de 2005 avec le départ des troupes syriennes du Liban et à la recombinaison des alliances politiques :

- La coalition du 14 mars : créée après l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, elle regroupe Le Courant du Futur (qui forme un grand bloc parlementaire et demeure affilié à la famille Hariri), majoritairement composé de sunnites, et les Forces Libanaises, formation chrétienne, aujourd'hui dirigée par Samir Geagea. Le principal parti druze, dirigé par Walid Joumblatt, faisait partie de cette coalition, qu'il a quitté en 2009.

- La coalition du 8 mars : principalement composée du Hezbollah, le parti shiite de Hassan Nasrallah mais aussi du mouvement Amal, également shiite, et d'un parti politique chrétien relativement important, celui du Général Aoun, le Courant Patriotique Libre.

Plusieurs organisations en diaspora sont clairement partisans de l'un de ces mouvements : Les Lebanese Forces Student Association of North America, le Future Movement d'Ottawa, l'Imam Ali Foundation et Ya Zahra Mawqi almizan (soutiens du gouvernement iranien), la Canadian Lebanese Human Rights Federation et le LCCC (qui s'affichent pro-Aoun), le Free Patriotic Movement-COLCO (Council of Lebanese Canadian Organisations). Beaucoup d'autres partis ont des branches estudiantines ou partisans en France et au Canada, mais ne possèdent qu'un Facebook ou une page dans le site Internet du parti lui-même, ce qui explique qu'elles n'ont pas été incluses dans le corpus. Deux associations confessionnelles liées aux deux principaux partis politiques chrétiens du Liban (le Mouvement Patriotique Libre de Aoun et les Forces Libanaises) se trouvent dans le cluster isolé, n'ayant aucune connexion avec des églises, par exemple. Ces deux partis étant opposés dans le spectre politique libanais, on peut supposer que les églises chrétiennes évitent de s'allier à l'un ou à l'autre, puisque ce serait un facteur de division parmi les fidèles.

Au total, 17% des sites du corpus ont des objectifs définis comme politiques et militent pour une ou plusieurs causes. Dans ce sous-groupe, on trouve des sites qui s'alignent explicitement sur des partis politiques libanais et des sites qui se mobilisent pour la défense des droits humains (le Centre Nassim, le Centre Libanais des Droits Humains et SOLIDA, qui viennent en aide aux victimes de torture et aux prisonniers) ou pour le droit des votes des Libanais de l'étranger aux élections libanaises (Lebanese Abroad); et des groupes qui militent pour des causes liées au Moyen Orient et plus particulièrement la Palestine (Canadians for Justice and Peace in the Middle East - CJPME, Tadamon, Canadian Arab Federation - CAF, Adala). Si ces sites politiques sont très peu connectés aux sites communautaires libanais ni relayés par les portails, ils sont surtout liés entre eux. La graphe selon le type d'éditeur révèle une densité interne de 5,1% pour tous les sites « Political », et le graphe selon l'orientation religieuse/politique montre une densité interne de 7% des

sites catégorisés « Political Arab/Human Rights » (qui représentent 10% de l'ensemble du corpus).

L'écart entre la visibilité de l'affiliation au parti de Michel Aoun par rapport à l'absence totale d'évocation du Hezbollah, alors que les deux courants sont dans la coalition du 8 mars, est remarquable. Connaissant la scène associative libanaise dans ces deux pays, il me paraît clair que toute sympathie à l'égard du parti chiite est cachée. L'image négative du Hezbollah dans les pays occidentaux en général et le fait que le Canada l'ait placé dans sa liste des organisations terroristes expliquent l'absence de soutien public, puisque celui-ci frise l'illégalité. L'attaque israélienne contre le Liban en 2006 a montré à quel point il était difficile pour les chiites libanais, mais plus généralement pour toute personne, d'exprimer le moindre discours rationnel sur le Hezbollah, tant sa diabolisation était grande⁷. La mobilisation contre la guerre a été beaucoup plus importante au Canada qu'en France, surtout à Montréal où la présence libanaise est très importante (notamment chiite) et où une famille de canadiens libanais en vacances au Liban a été décimée dans un bombardement, provoquant un certain émoi⁸. En France, il y a eu deux manifestations parallèles, une en soutien et une en opposition au Hezbollah, réunissant un millier de personnes chacune⁹. La sur-représentation des organisations chiites sur le Web de la diaspora libanaise dénote avec l'invisibilité totale d'une affiliation politique quelconque. Les seuls sites chiites du corpus qui sont politisés, voire pro-iraniens, sont un site basé à Londres et un au Liban. De plus, on constate l'extrême isolement des sites chiites sur le Web par rapport aux sites chrétiens. Mis à part Tadamon, les sites affiliés chiites ne sont liés à aucun site non chiite. Collectif canadien fondé sur la solidarité entre Montréal et Beyrouth (ayant élargi ses actions à l'ensemble

du Moyen Orient), Tadamon joue un rôle de bridge entre le journal *Sada el Machrek*, affilié chiite et d'autres groupes canadiens mobilisés sur des questions politiques liées au Moyen Orient et à la cause palestinienne en particulier (CJPME, Canadian Boat for Gaza et Adala). Ces sites se retrouvent dans un même cluster, tout à droite de la carte.

Les autres associations qui affichent des orientations politiques sont en général unitaires, pan-arabes, pro-palestiniennes ou des organisations de défense des droits humains. Alors que mes recherches (Asal, 2011) et celles de Dalia Abdelhady (2006) montrent que de nombreux Libanais sont actifs dans des associations pan-arabes au Canada, aux États-Unis et en France, ceci n'apparaît nullement sur le Web. Le fait que ces associations unitaires aient pour objectif de transcender les appartenances nationales pourrait expliquer l'invisibilisation de ce référent et donc leur isolement sur la carte. Cependant, certaines de ces organisations fédèrent des associations libanaises, ce qui rend surprenant l'absence de connexions avec elles, comme dans le cas de la Canadian Arab Federation, la plus ancienne organisation arabe canadienne et la plus unitaire. Or, elle se retrouve seule dans le gros cluster des sites non connectés entre eux. Elle pourrait pourtant être un hub tant elle cite d'organisations arabes (dont les libanaises), d'autant plus que certains sites du corpus sont des organisations membres de la CAF (Al Hidayah Association, Al-Huda Lebanese Muslim Society ou Adala). Pour la CAF, l'invisibilité sur le Web de ses liens avec d'autres groupes s'explique par le fait que son site donne les noms des organisations membres ou qui ont signé un texte unitaire sur une question précise sans jamais donner leur adresse Web. Une autre cause, plus technique, explique l'absence de liens : les bulletins hebdomadaires de la Fédération, annonçant une multitude d'activités d'associations où leur adresse Web apparaît, sont des documents à télécharger, qui ne peuvent pas être crawlés. Quant aux associations membres qui font partie de notre corpus, elles ont souvent un site Web peu riche, de quelques pages informatives (c'est le cas de Adala et Al Huda, qui n'ont aucun site sortant), ce qui explique qu'elles ne citent pas la Fédération. Cet exemple montre les limites d'une analyse par connexion entre sites Web : si les liens qui apparaissent sont significatifs, ceux qui sont invisibles ne montrent pas toujours l'isolement d'une organisation mais révèlent

7. Lors de la plus grande manifestation contre la guerre au Liban, le 6 août 2006 à Montréal, qui a réuni près de 20 000 personnes, les drapeaux du Hezbollah ont été interdits par les organisateurs libanais et leurs alliés. Cependant, quelques personnes en avaient, ce qui a été critiqué de manière virulente et a fait scandale dans les media, comme dans le cas du célèbre cinéaste québécois, Pierre Falardeau, pris en photo avec le drapeau jaune (« Drapeau du Hezbollah: Falardeau s'explique », *La Presse*, 13 août 2006).

8. La famille al Akhras a perdu 9 de ses membres, dont 7 étaient des Libanais canadiens de Montréal (« Borough denies moment of silence for Montreal family killed in Lebanon », *Canadian Press*, 9 août 2006).

9. « Une diaspora inquiète et mobilisée », *La Croix*, 11 août 2006.

cas des sites affiliés chiites par exemple), et que les sites qui se disent apolitiques semblent parfois pencher d'un côté ou d'un autre, sans l'afficher explicitement. Même les sites portails, informatifs et inclusifs par définition, semblent parfois privilégier une certaine lecture de la politique libanaise. Liban vision par exemple, « encourage toujours la libre expression qui favorise l'unité et la solidité des liens entre tous ceux, Libanais ou non, qui partagent avec force et conviction ce lien unique au monde qu'est la "Libanité" »¹⁰. Cependant, l'insistance sur la francophonie libanaise amène le site à être davantage lié aux médias francophones, y compris libanais, comme *l'Orient Le Jour*, qui reflète une orientation spécifique (historiquement plus proche des Libanais chrétiens francophones, le journal se situe aujourd'hui du côté de la coalition du 14 mars). Par ailleurs, dans le corpus obtenu, parmi tous les sites auxquels Liban vision est lié, les seuls sites ayant une affiliation religieuse ou politique sont chrétiens (Maison St Charbel, Notre Dame du Liban, Opus Libani, etc.). Les autres portails, annuaires ou médias de la diaspora, également au centre de la composante principale du graphe : Shou fi ma fi (12 sites connectés), le Web Libanais Francophone (11), Liban le Chouf (9), Kobayat (9), Jdeide Marjayoun (9), se disent également apolitiques. Certains, comme Kobayat, site destiné à la connaissance et au réseau du village du même nom, est pourtant clairement chrétien, et Liban le Chouf, bien que ce ne soit pas explicite, est la vitrine d'une région majoritairement druze.

Quant aux sites institutionnels, ils se trouvent dans la partie gauche de la composante principale, et font partie des sites les plus connectés du graphe, mais surtout entre eux (ils ont une densité interne de 13%). Le fait que leurs connexions principales soient entre eux et avec des sites portails, en étant peu liés aux sites communautaires libanais, pose la question de leur capacité à créer des liens entre les différents pôles de la diaspora et le pays d'origine. Comme le montre le nuage concernant les activités de ces sites, les institutions diplomatiques (représentations du Liban à l'étranger, Ambassade de France au Liban) et les sites à vocation économique (Chambre de commerce, Business Association, *IDAL*, *Forum francophone des Affaires*) prédominent. Ces sites jouent un rôle d'autorité le plus souvent mais pas de manière suffisamment forte pour que l'un d'entre

eux s'impose comme central dans le graphe. Les plus connectés sont la Direction générale des émigrants du Liban (10 liens entrants, 3 sortants), l'Ambassade du Liban à Ottawa (8 et 7), l'*IDAL* (8 et 4), l'Ambassade de France au Liban (8 et 3).

Le Liban commence à s'intéresser à sa vaste diaspora dans les années 1960. La création de l'Union culturelle libanaise (WLCU) en est le premier signe, même si elle ne semble pas s'imposer dans le paysage associatif local des pays d'installation des migrants (notamment au Canada; voir Asal, 2011). En 1969, le gouvernement libanais crée un département pour les affaires des émigrés au sein du ministère des Affaires étrangères. En 1993, il sera transformé en ministère des Émigrés, mais disparaîtra en 2000 pour redevenir une direction au sein des Affaires étrangères. Aujourd'hui, cette direction a d'abord une mission économique, étant donné l'importance des ressources financières des Libanais à l'étranger (en tant que touristes et investisseurs), ce qui est visible sur le Web. La deuxième mission de cette instance est culturelle, s'appuyant sur les activités de la WLCU, ayant des branches dans plusieurs villes et pays où la diaspora est présente. Troisièmement, elle a une mission informative et de concorde : celle de transcender les clivages au sein de la diaspora, de répondre aux revendications des migrants qui souhaitent s'adresser à un organisme officiel pour communiquer avec le gouvernement libanais et de palier aux besoins des Libanais de retour au pays (Kiwani, 2005). Les expatriés sont un enjeu économique mais aussi politique, ce qui explique la revendication du site *Lebanese Abroad* (droit de vote des Libanais de l'étranger). Si le gouvernement ne semble pas enclin à répondre à cette demande, il avait exprimé sa volonté de créer une « carte d'émigré » et de transformer à nouveau la direction des émigrés en ministère, même si ces recommandations n'ont jamais été exécutées (Kiwani, 2008). La WLCU, qui devrait occuper une place plus centrale dans le graphe, semble ne pas parvenir à atteindre son objectif de plateforme pour la culture libanaise en diaspora, le Web reflétant bien la réalité de la faiblesse de rayonnement de cette instance. L'organisation a connu un certain essor avant 1975, avant d'être traversée par une multitude de clivages dans les années 1990. Il semble que les instances officielles ayant contribué à son rayonnement soient responsables de sa paralysie actuelle et du fait que, rongée par ces clivages, la WLCU se soit « confessionnalisée » (Kiwani, 2008). Cette crise que connaît l'Union

10. <http://www.libanvision.com>

culturelle explique son importance limitée dans le graphe : elle est surtout liée aux portails d'information et aux institutions, alors qu'elle devrait aider à fédérer et développer les liens entre organisations libanaises de la diaspora.

Conclusion

S'il existe une réelle tentative de transcender les clivages dans le cyberspace de la diaspora, la fragmentation apparaît néanmoins importante, tant elle est ancrée dans la réalité libanaise et dans les dynamiques traditionnelles des courants politiques et religieux. Les connexions des sites qui se disent apolitiques montrent qu'ils semblent maintenir des alliances sélectives, reflet des lignes de clivages habituelles (entre chrétiens et musulmans, selon l'orientation politique, etc.). Preuve en est l'isolement des sites shiïtes, qui font communauté entre eux, et l'absence de connexions entre des portails qui se veulent unitaires et des sites musulmans. La transnationalité s'en trouve limitée, et les organisations libanaises canadiennes et françaises, partageant pourtant des langues communes, ne sont reliées entre elles que par des sites portails qui ne sont pas issus des dynamiques communautaires du terrain. Par ailleurs, l'absence d'un site central qui fasse autorité ou *hub* accentue l'impression de fragmentation. La défaillance du gouvernement libanais, lui-même secoué par des crises politiques régulières, ne permet pas non plus aux institutions de jouer un rôle fédérateur pour les Libanais de l'étranger. L'échec de l'Union culturelle libanaise en est l'exemple le plus significatif. Au final, ce sont les initiatives à vocation économique qui semblent les plus actives, qu'elles soient gouvernementales ou associatives. L'absence de mobilisation commune de la diaspora est confirmée par la présente étude : même des revendications basiques, comme accorder le droit de vote aux migrants de l'étranger, ne sont pas relayées. La fragmentation interne de la scène associative libanaise semble même accentuée par l'analyse du Web : certaines alliances qui existent sur le terrain n'apparaissent pas dans les graphes, et celles qui sont les plus importantes concernent des sites individuels (comme le portail Liban vision) ou des sites institutionnels, qui peinent à jouer un rôle unificateur au-delà de leur mandat diplomatique (comme la direction des émigrés). Enfin, en diaspora, de nombreux Libanais s'inscrivent dans des solidarités plus larges, à tel point que le référent libanais devient parfois invisible (c'est le cas des sunnites absents de notre corpus,

mais aussi de la présence de Libanais dans des organisations pan-arabes ou politiques). Dans une prochaine étape, l'inclusion des réseaux sociaux dans le corpus et son analyse devraient montrer d'autres connexions au sein de la diaspora. Élargir la recherche à l'ensemble de la diaspora mondiale permettrait par ailleurs d'identifier davantage de liens transnationaux sur la Toile à travers des sites qui ne sont pas forcément connectés à des organisations libanaises d'un pays ou d'un autre.

Sigles des organisations

CAF : *Canadian Arab Federation*

CJPME : *Canadian for Justice and Peace in the Middle East*

CIL : *Centre Islamique Libanais*, Montréal

COLCO : *Council of Lebanese Canadian Organizations – Free Patriotic Movement*

IDAL : *Investment Development Authority of Lebanon*

LCHA : *Lebanese Canadian Heritage Association*

LCCC : *Lebanese Canadian Coordinating Council*

SOLIDA : *Mouvement franco-libanais SOLIDA*

WLCU : *World Lebanese Cultural Union / Union culturelle libanaise mondiale*

Références bibliographiques

Abdelhady, Dalia (2004) « Immigrant Identities, Communities and Forms of Cultural Expression: The Lebanese in New York, Montreal, and Paris », Ph.D. Dissertation, Department of Sociology, University at Albany.

Abdelhady, Dalia (2006) « Beyond home/host networks : Forms of solidarity among Lebanese immigrants in a global era », *Identities: Global studies in culture and power*, 13 : 427-453.

Abdulkarim, Amir (1993) « Les Libanais en France : évolution et originalité », *Revue européenne de migrations internationales*, 9(1) : 113-129.

Abdulkarim, Amir (1996) *La Diaspora libanaise en France : Processus migratoire et économie ethnique*. Paris : L'Harmattan.

Abou, Sélim (1977) *Contribution à l'étude de la nouvelle immigration libanaise au Québec*. Québec, Centre international de recherche sur le bilinguisme, Presses de l'Université Laval.

- Aboud, Brian (2002) "States, Immigration and Entry Regulation : Canada, Australia and immigrant admissions from the Arab World, 1946-1996", Thesis for the degree of Doctor of Philosophy, The Australian National University.
- Aboud, Brian (2003), « Min zamaan, la présence syrienne-libanaise à Montréal entre 1882 et 1940 ». *Montréal CLIC, Bulletin du Centre d'Histoire de Montréal*, n°44, numéro réalisé dans le cadre de l'exposition au CHM, du 10 octobre 2002 au 8 juin 2003. <http://www2.ville.montreal.qc.ca/chm/clic/clic44.htm>
- Abu-Laban, Baha (1981) *La Présence arabe au Canada*. Ottawa : Le cercle du Livre de France et Division du multiculturalisme, Secrétariat d'État du Canada, collection Générations, histoire des peuples du Canada.
- Abu-Laban, Baha (1992) « Lebanese in Montreal », in Hourani, Albert & Shehadi, Nadim (éds.), *The Lebanese in the World, a century of emigration*. Londres: The Center for Lebanese Studies.
- Abu-Laban, Baha (1995) « The Muslim community of Canada », in Abedin, Zyed et Sardar, Grey (éds.), *Muslim Minorities in the West*. Londres: Seal books / Institute of Muslim Minority Affairs, p. 134-149.
- Asal, Houda (2003) « Le Québec, une destination privilégiée des migrants arabes au Canada. Évolution des flux, 1882-2002 », DEA d'histoire, Université de Provence, Aix-en-Provence.
- Asal, Houda (2011) « Se dire « arabe » au Canada. Un siècle de vie associative, entre constructions identitaires et mobilisations politiques (1882-1975) », Thèse de Doctorat, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- Ben David, Anat (2010) « La Palestine et ses frontières virtuelles 2.0: Du "non-lieu" à l'espace généré par les utilisateurs », *Réseaux*, 159 (1) : 151-179.
- Berthomière, William & Hassane, Souley (2009) « Les cyber-diasporas à l'heure de la mondialisation », in Christophe Jaffrelot & Christian Lequesne (éds.), *L'Enjeu mondial*. Paris : Presses des Sciences Po (Annuel), p. 225-234.
- Bourgey, André (1985) « Importance des migrations internationales de travail dans l'Orient arabe », in *Migrations et changements sociaux dans l'Orient arabe*. Beyrouth : CERMO, p.11-35.
- Castel, Frédéric (2002) « La Diversité ethnique et religieuse d'origine orientale au Québec : Un portrait de la communauté musulmane », Mémoire de maîtrise en sciences des religions, Université du Québec à Montréal.
- Chamoun, Myrna (1998) « Etude descriptive du phénomène d'intégration de la communauté libanaise à la société québécoise à Montréal », Mémoire de maîtrise de géographie, Université du Québec à Montréal.
- Corm, George (2001) « Francophonie et fractures sociales dans le monde francophone », présentation au Colloque sur la francophonie au mouvement culturel d'Antelias, disponible sur www.georgescorm.com.
- Diminescu, Dana (2005) « Le migrant connecté : pour un manifeste épistémologique », *Migrations Société*, 17(102), p. 275-292.
- Dumont, Antoine (2010) « L'état des recherches sur les associations des migrants internationaux », *Revue européenne des migrations internationales*, 26(2) : 117-137.
- Eid, Paul (2007) *Being Arab: Ethnic and religious identity building among second generation youth in Montreal*. Montreal: McGill-Queen's University Press.
- Fortin, Sylvie (2000) *Destins et défis, la migration libanaise à Montréal*. Montréal : Éditions Saint-Martin.
- Gagnon, Julie Élisabeth (2005) « L'Aménagement des lieux de culte minoritaires dans la région montréalaise : Transactions sociales et enjeux urbains », Montréal, Université du Québec – INRS, Urbanisation, Culture et Société, thèse de doctorat en études urbaines.
- Gérard, Claude (2008) « Les relations franco-libanaises sous la présidence de Jacques Chirac », *I.F.R.I., Politique étrangère*, 4(hiver) : 885-897.
- Hattab, A. (1985) « Etude socio-démographique sur la communauté libanaise installée dans la région parisienne », Mémoire de maîtrise, Université Paris V.
- Helly, Denise (2006) « Diaspora : Un enjeu politique, un symbole, un concept ? », *Espaces, Sociétés et Populations*, 1 : 17-31.
- Humphrey, Michael (2004) « Lebanese identities between cities, nations and trans-nations », *Arab Studies Quarterly*, 26(1) : 31-50.

- Issawi, Charles (1992) « The historical background of Lebanese emigration, 1800-1914 », in Albert Hourani & Nadim Shehadi (éds), *The Lebanese in the World, a century of emigration*. Londres : The Center for Lebanese Studies, p. 13-31.
- Jabbara, Nancy & Jabbara, Joseph (1984) *Voyageurs to a Rocky Shore, The Lebanese and Syrians of Nova Scotia*. Halifax, Canada : Institute of Public Affairs / Dalhousie University.
- Kemp, Peter (1992) « The Lebanese migrant in France », Albert Hourani & Nadim Shehadi (éds), *The Lebanese in the World, a century of emigration*. Londres : The Center for Lebanese Studies, p. 685-694.
- Kiwan, Fadia (2005) « Institutions et politiques migratoires au Liban », Note d'analyse et de synthèse 2005/15, CARIM-AS, Consortium for Applied Research on International Migration.
- Kiwan, Fadia (2008) « La migration dans les agendas politiques libanais », Note d'analyse et de synthèse 2008/43, CARIM-AS, Consortium for Applied Research on International Migration.
- Labaki, Boutros (1992) « Lebanese emigration during the war (1975-1989) », in Albert Hourani & Nadim Shehadi (éds), *The Lebanese in the World, a century of emigration*. Londres : The Center for Lebanese Studies, p. 605-625.
- Lebnan, Karim (2005) « Itinéraires chez des immigrants libanais de Montréal : le cas de l'identité confessionnelle », Mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Montréal.
- Le Gall, Josiane (2001) « La Place des femmes dans la migration transnationale familiale. Le cas des Shi'ites libanais à Montréal », Thèse de doctorat, département d'anthropologie, Université de Montréal.
- Lindsay, Colin (2001) « La communauté arabe au Canada », *Profil des Communautés ethniques au Canada*, Statistique Canada, 2001.
- Nasser, Liliane Rada (2010), *Ces Marseillais venus d'Orient : l'immigration libanaise à Marseille aux XIX-XX^e siècles*. Paris : Karthala.
- Rigoni, Isabelle (2010) « Les médias des minorités ethniques. Représenter l'identité collective sur la scène publique » *Revue européenne des migrations internationales*, 26(1) : 7-16. (éditorial)
- Verdeil, Éric, Faour, Ghaleb & Velut, Sébastien (2007) *Atlas du Liban: territoires et société*. Beyrouth : Institut Français du Proche-Orient / Conseil National de la Recherche Scientifique – Liban.
- « Tableaux sur l'immigration permanente au Québec », Immigration et Communautés Culturelles (ICC) Québec, mars 2011.
- « Tableau Immigrés par pays de naissance », INSEE, recensement 2007, exploitation principale.

Working Papers e-Diasporas, Avril 2012.

Houda Asal, *Dynamiques associatives de la diaspora libanaise : fragmentations internes et transnationalisme sur le web.*

Houda Asal, *Community sector dynamics and the Lebanese diaspora: internal fragmentation and transnationalism on the web.*

Kristina Balalovska, *Discovering 'Macedonian diaspora'. A Web cartography of actors, interactions and influences.*

Anat Ben-David, *The Palestinian Diaspora on The Web: Between De-Territorialization and Re-Territorialization.*

William Berthomière, « *A French what ?* » : *À la recherche d'une diaspora française. Premiers éléments d'enquête au sein de l'espace internet.*

Tristan Bruslé, *Nepalese diasporic websites, signs and conditions of a diaspora in the making?*

Tristan Bruslé, *Les sites diasporiques népalais, signes et conditions d'une diaspora en formation ?*

Anouck Carsignol, *South Asianism : Militantisme politique et identitaire en ligne.*

Sylvie Gangloff, *Les migrants originaires de Turquie : Des communautés politiquement et religieusement dispersées.*

Teresa Graziano, *The Italian e-Diaspora: Patterns and practices of the Web.*

Teresa Graziano, *The Tunisian diaspora: Between "digital riots" and Web activism.*

David Knaute, *Discovering the Zoroastrian e-diaspora.*

Priya Kumar, *Transnational Tamil Networks: Mapping Engagement Opportunities on the Web.*

Priya Kumar, *Sikh Narratives: An Analysis of Virtual Diaspora Networks.*

Priya Kumar, *Palestinian Virtual Networks: Mapping Contemporary Linkages.*

Simon Le Bayon, *Le Web pour une approche qualitative et quantitative de la diaspora bretonne ?*

Eric Leclerc, *Le cyberspace de la diaspora indienne.*

Eric Leclerc, *Cyberspace of the Indian diaspora.*

Emmanuel Ma Mung Kuang, *Enquête exploratoire sur le web des Chinois d'outremer. Morphologie du web et production de la diaspora ?*

Sabrina Marchandise, *Investir le web social des étudiants marocains en mobilité internationale. Une méthode imposée par le terrain.*

Francesco Mazzucchelli, *What remains of Yugoslavia? From the geopolitical space of Yugoslavia to the virtual space of the Web Yugosphere.*

Oksana Morgunova, *National Living On-Line? Some aspects of the Russophone e-diaspora map.*

Mayhoua Moua, *Figures médiatisées d'une population en situation de dispersion : Les Hmong au travers du Web.*

Marie Percot & Philippe Venier, *Les migrant indiens du Kérala à travers le Web.*

Dilnur Reyhan, *Uyghur diaspora and Internet.*

Dilnur Reyhan, *Diaspora ouïghoure et Internet.*

Yann Scioldo Zürcher, *Mémoires et pressions sur la toile ? Étude des Français rapatriés coloniaux de la seconde moitié du vingtième siècle à nos jours.*

Marta Severo & Eleonora Zuolo, *Egyptian e-diaspora: migrant websites without a network?*

Ingrid Therwath, *Cyber-Hindutva: Hindu Nationalism, the diaspora and the web.*

Ingrid Therwath, *Cyber-Hindutva : le nationalisme hindou, la diaspora et le web.*

Aurélié Varrel, *Explorer le web immobilier des migrants indiens.*